



ANIMA Investment Network
Ensemble pour une Méditerranée compétitive
Together for a competitive Mediterranean
معًا من أجل تنافسية المتوسط

Mars 2012

March 2012

ANIMA Investment Network

| | | |
|---|-------------------------|-------------|
|  European Commission | ENTERPRISE AND INDUSTRY | Web |
| | | March, 2012 |

International affairs : 10th FEMIP (the EIB's Facility for Euro-Mediterranean Investment and Partnership) conference in Tunis - March 2012

- Strengthening Innovation management support services to potential high growth Enterprises in Morocco, Tunisia, Egypt and Lebanon (Eva Diedrichs, Improve academy)
- Taking stock of EU-Southern Mediterranean industrial cooperation and industrial innovation activities (Sébastien Dagault & Emmanuel Noutary, ANIMA)
- L'initiative européenne de Cluster Excellence management (Emiliano Duch, ECEI)

http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/promoting-neighbourhood/mediterranean/2012_march_presentations_en.htm

| | |
|---|----------------------|
|  | Web |
| | March 7, 2012 |

Madmagz soutient l'entrepreneuriat

Nous vous en parlions il y a quelques mois, **le Phare de la Création**, évènement organisé par ACCEDE, association d'Euromed Management se déroulera le 27 Mars 2012.

Voici le programme :

Cette année, pour la quatorzième édition consécutive, ACCEDE Provence Entrepreneurs (Association de Conseil en Création d'Entreprise pour le Développement de l'Emploi) organise LE PHARE : « Premier concours euro-méditerranéen de la création d'entreprise ». Le concours LE PHARE est ouvert aux étudiants et demandeurs d'emploi du Sud de la France et du bassin euro-méditerranéen.

La finale du PHARE aura lieu le 27 mars 2012 à Euromed Management, l'école supérieure de commerce de Marseille. La remise des prix aux projets gagnants donne lieu à une grande journée dédiée à l'entrepreneuriat entièrement gratuite. Il s'agit pour vous d'une occasion unique de rencontrer des professionnels clés du secteur lors d'ateliers et de conférences. Que vous soyez porteur de projet, créateur d'entreprise ou simplement intéressé par l'entrepreneuriat, ACCEDE Provence Entrepreneurs vous offre l'opportunité d'échanger et de découvrir les leviers théoriques et pratiques essentiels de l'entrepreneuriat.

Lors du forum de stands, nous rassemblons le maximum d'acteurs d'aide à la création d'entreprise. Vous aurez aussi l'opportunité de discuter avec des professionnels lors d'entretiens personnalisés.

Une sélection de professionnels engagés se fera un plaisir de partager ses expériences et précieux conseils à travers deux conférences...

13h15-14h15 : « Entreprendre en Euro-méditerranée » avec Sébastien Dagault, directeur adjoint de **Anima Investment Network** et Bernard Paranke, délégué générale à l'Euro-méditerranée et titulaire de la Chaire AG2R La Mondiale.

18h00-20h00 : « De la création au succès : les clés de la réussite » avec Catherine Néressis-jolly, fondatrice de Particulier à particulier, Sébastien Kopp, Co-ondateur de la marque de chaussures Veja, Mathieu Destrian, fondateur de Intellinium et professeur à Euromed Management ainsi que le créateur de Balibaris, Paul Szczerba.

... et de nombreux ateliers spécialisés tout au long de la journée parmi lesquels : « Entreprendre au féminin », « Entreprendre dans le domaine des loisirs sportifs », « Quel statut adopter pour son entreprise ? », « Business Model gagnant », « Créer son site et communiquer sur le web »...

Les inscriptions et le programme détaillé sont sur notre site :

<http://www.paperblog.fr/5370828/madmagz-soutient-l-entrepreneuriat/>

LE PHARE : « PREMIER CONCOURS MEDITERRANEEN DE LA CREATION D'ENTREPRISE »

Cette année, pour la quatorzième édition consécutive, ACCEDE Provence Entrepreneurs (Association de Conseil en Création d'Entreprise pour le Développement de l'Emploi) organise LE PHARE : « Premier concours euro-méditerranéen de la création d'entreprise ». Le concours LE PHARE est ouvert aux étudiants et demandeurs d'emploi du Sud de la France et du bassin euro-méditerranéen.

La finale du PHARE aura lieu le 27 mars 2012 à Euromed Management, l'école supérieure de commerce de Marseille. La remise des prix aux projets gagnants donne lieu à une grande journée dédiée à l'entrepreneuriat entièrement gratuite. Il s'agit pour vous d'une occasion unique de rencontrer des professionnels clés du secteur lors d'ateliers et de conférences. Que vous soyez porteur de projet, créateur d'entreprise ou simplement intéressé par l'entrepreneuriat, ACCEDE Provence Entrepreneurs vous offre l'opportunité d'échanger et de découvrir les leviers théoriques et pratiques essentiels de l'entrepreneuriat.

Lors du forum de stands, nous rassemblons le maximum d'acteurs d'aide à la création d'entreprise. Vous aurez aussi l'opportunité de discuter avec des professionnels lors d'entretiens personnalisés.

Une sélection de professionnels engagés se fera un plaisir de partager ses expériences et précieux conseils à travers deux conférences...

13h15-14h15 : « Entreprendre en Euro-méditerranée » avec Sébastien Dagault, directeur adjoint de **Anima Investment Network** et Bernard Paraque, délégué générale à l'Euro-méditerranée et titulaire de la Chaire AG2R La Mondiale.

18h00-20h00 : « De la création au succès : les clés de la réussite » avec Catherine Néressis-jolly, fondatrice de Particulier à particulier, Sébastien Kopp, Co-ondateur de la marque de chaussures Veja, Mathieu Destrian, fondateur de Intellinium et professeur à Euromed Management ainsi que le créateur de Balibaris, Paul Szczerba.

... et de nombreux ateliers spécialisés tout au long de la journée parmi lesquels : « Entreprendre au féminin », « Entreprendre dans le domaine des loisirs sportifs », « Quel statut adopter pour son entreprise ? », « Business Model gagnant », « Créer son site et communiquer sur le web »...

Les inscriptions et le programme détaillé sont sur notre site : www.accede-provence-entrepreneurs.com/concours/

<http://www.lepointetudiants.net/blocnotes/index.php/culture-initiative/145-le-phare-premier-concours-euro-mediterraneen-de-la-creation-dentreprise>

| | |
|--|-----------------------|
|  DEDALES | Web |
| | March 18, 2012 |

TEDx Nice 2012 : Ensemble c'est tout !

Quatre allumettes placées ensemble au-dessus d'une flamme. Et, pfiou... Tout s'embrase. « Anna Gavalda. On est dimanche 18 mars 2012. Pourquoi c'est important ? Parce qu'hier on était le 17 mars 2012, le jour de la première édition du TEDx NiCE 2012. Cet événement j'ai eu la chance de le vivre de l'intérieur pendant un mois, je l'ai vécu pleinement hier. Par cet article je prolonge le plaisir en le partageant avec vous aujourd'hui. J'ai du mal à faire le deuil, à le finir ce TEDx.

Le TEDx Nice c'est une rencontre.

La première Touria Dahak, une petite femme de 1,50, étudiante marocaine. Un enthousiasme à vous couper me souffle, une détermination sans faille à monter cet événement malgré les embûches rencontrées, une force qui lui fait réussir à passer les portes qui voudraient lui rester fermées. Le 17 février elle m'a téléphoné pour me demander d'être partenaire du TEDx NiCE. Le lendemain on se rencontrait devant un café. Moi j'ai décidé de croire en elle malgré le fait que selon les préjugés elle n'a pas le profil type d'une organisatrice professionnelle pour un tel événement.

Et bien c'est tout le contraire. Elle a une qualité essentielle l'enthousiasme, la passion.

C'est ce qui fait le fil rouge d'un TEDx.

Venir un jour J partager ensemble, se rassembler autours de différents savoirs. Ce ne sont pas des rencontres de professionnels venant diffuser des idées dogmatiques. L'esprit TED c'est des parcours de vies, des expériences, des réflexions sur le monde. Leur point commun ? Etre animé. C'est quoi être animé ? Animé c'est être en mouvement. Ne pas être un simple spectateur du monde mais avoir le désir d'y prendre une place active.

Christophe de Dinechin dans son intervention « Changer de dimension » nous a fait nous approprier l'espace/ temps, la théorie de la relativité. Une démonstration en 3D, nous a mis des étoiles plein les yeux. C'est son expérience dans la Silicone Valley qui l'anime aujourd'hui dans la construction de ses projets. Il nous a raconté l'histoire de 2 messieurs. Monsieur Hewlett et Monsieur Packard qu'il a eu la chance de rencontrer. Ils ont commencé à travailler à 2 dans un garage avec 585 \$. HP aujourd'hui c'est 150 000 salariés dans le monde.

Driss Alaoui Mdaghri, brillant universitaire, ancien ministre, poète...un parcours impressionnant d'un homme voulant être prise directe avec le monde qui l'entoure, pour une meilleure compréhension, pour y trouver des solutions, y apporter sa pierre De son intervention « Ponctuation...chemin de vie » nous ramène à nos « ? » « Que puis-je faire pour changer cela ? » et explique son entrée en politique. « ! » » La capacité d'étonnement nous permet de découvrir le réel et le vivre pleinement »

» Les plus grands exploits démarrent en déviant la tendance dominante »

Rester ouvert, en capacité à accueillir l'autre, d'être enrichi par sa différence, ses idées, son savoir. Flux migratoires avec Oucine Jamouli , échange des savoirs avec Ayoub Aliati, coopération avec l'intervention d'Olivier Arnoult, créer des passerelles avec **Emmanuel Noutary** ou comment » Le savoir méditerranéen est supérieur à la somme des savoirs présents dans chaque pays du pourtour »

« La question doit être :Comment on s'en sert des flux de migrations pour développer et améliorer le rendement des flux d'investissement »

Rêver grand encore et encore pour être plus que jamais en emprise directe avec le monde qui nous entoure. Croire que c'est possible ! Des rencontres avec d'autres personnes animées elles aussi par ce même désir, un grain de folie ou comme le disait M. Aliati : »Hisser bien haut la barre de vos espérances » Sauter, oser ! C'est ce qu'à fait Simon Crann avec les autres Co-Fondateur du HUB NICE : Andrew Prior, Deborah d'Alessandro et Sylvain Theveniaud. Londres, Madrid, New-York...ont déjà leur HUB. Grace à eux le premier HUB Français va voir le jour à Nice. C'est un immense lieu pour faire des rencontres, échanger des idées. On s'y retrouve pour mettre en commun des connaissances, des moyens. On vient y chercher l'expertise de l'autre pour développer une idée, lancer un projet, trouver un associé. « Notre diversité n'est pas une faiblesse, c'est notre force ! »

Enfin un superbe groupe musical, un grec et un polonais nous a fait vibrer ! Eux aussi, beau témoignage d'une rencontre de ces 2 musiciens avec leurs inspirations mélodieuses et entraînantes. Une autre belle rencontre IRL avec mon ami Denis Gentile, beaucoup d'articles suite au TEDx NICE à venir sur son blog www.morethanwords.fr Les rencontres, notre capacité à rencontrer l'autre est la clé de voute des plus belles réussites.

C'est le pari fou, brillamment réussi de ce TEDx NICE 2012 !

<http://www.cecile-talec.fr/tag/tedx-nice-2012/>

Concours le Phare

ACCEDE est une association de conseil en création d'entreprises pour le développement de l'emploi d'Euromed-Management (ESC de Marseille) organise Le Phare (premier concours euro-méditerranéen de la création d'entreprises).

La finale du concours se déroule le 27 mars à Euromed-Management. C'est une grande journée dédiée à l'entrepreneuriat au cours de laquelle vous pouvez assister à :

- Deux grandes conférences: "De la création au succès: les clés de la réussite" avec Catherine Néressis-jolly (fondatrice de Particulier à particulier), Sébastien Kopp (Co-fondateur de la marque de chaussures Veja), Mathieu Destrian (Fondateur de Intellinium et professeur à Euromed-Management), Paul Szczerba (créateur de Balibaris).

Et "Entreprendre en Euro-méditerranée" avec Monsieur **Sébastien Dagault** (Directeur adjoint de **Anima Investment Network**) et Monsieur Bernard Paranque (Délégué général à l'euro-méditerranée et titulaire de la Chaire AG2R La Mondiale).

- 12 ateliers allant de "Créer sa boîte pendant ses études: un vrai challenge!" à "Créer son site et communiquer sur le web" en passant par "Financer sa création"...

- Des entretiens personnalisés avec nos partenaires.- Un Forum de Stands.

- Et d'autres surprises...

Inscrivez-vous vite sur: <http://grandejourneedelentrepreneuriat.eventbrite.com/?ref=elink>

<http://marseille.aujourd'hui.fr/etudiant/sortie/concours-le-phare.html>

| | |
|---|---|
|  | <p>Web</p> <p>March, 2012</p> |
|---|---|

Global economy is slipping into gloom in 2012 and beyond: Expert

Looking forward in 2012 and beyond, the state of the global economy looks gloomy with high unemployment rates, mounting sovereign debt and limited economic growth in mature markets, according to Dr. Nouriel Roubini, economist, advisor for the IMF fiscal committee.

As the second Annual Investment Meeting (AIM) in Dubai veers towards finalizing its preparation, an accrued number of international delegations including governments, SOE and private sector companies from all key developing economies are rushing in to formalize their attendance and secure their participation in the most anticipated FDI-focus and emerging markets-led event of the year.

Dr. Nouriel Roubini, economist, advisor for the IMF fiscal committee and chief executive officer of Roubini Global Economics who joined AIM 2012 as Global Economic Research Partner commented on the state of the current economies and shared his perspective on emerging markets prospects.

“Emerging Market economies are slowing down but continue to grow strongly, and have strong long-term prospects, particularly those that have improved macroeconomic management, better use of foreign capital and stronger education. South-South trade and investment is on the rise. The next step will be policies that improve coordination and increase final demand in both Emerging Markets economies, to help rebalance global growth and increase global demand. We will be discussing these realities at the Annual Investment Meeting in Dubai.”

The perfect recipe for economic prosperity, exponential growth and strategic governance has yet to be found, however, alternatives that help build stronger economic alliances, foster international trade and engage investors are the most viable and tangible options.

The key imperatives to encourage inward investments in emerging economies include establishing economic blocs to enhance regional trade. The causality between enhanced trade and FDI has long been recognized. Emerging economies trade has increased substantially and so has their economic achievements.

A new breed of developing economies borne in the aftermath of the 2008 crisis present now new economic architecture with more compelling value propositions to help accelerate an inclusive economic integration of their markets and achieve exceptional competitiveness on the global stage.

The activation of reliable mechanisms of economic and financial cooperation starts with building firm foundations to strengthen relationships between key stakeholders. 2010 witnessed a wide-spread movement towards consolidating partnerships to circumvent the negative impact of mature markets cyclic depressions and support emerging countries’ transition to maturity.

Pondering on the need for more economic integration or cooperation, Walid Khaddour, Director at the Arab-Argentina Chamber of Commerce who will be helming the Argentinean delegation (that include the participation of Argentinean Minister of Tourism) at AIM shared his thoughts. Khaddour stated that the Argentina-Arab Chamber of Commerce sees in the Annual Investment Meeting a great opportunity to further economic cooperation between one of the fastest growing economies in Latin America and the GCC region.

"We are here to build hope-for synergies as we strongly believe in expending trade and business avenues across continents. We are confident that sustaining our partnerships and strengthening our ties with the GCC will translate into viable economic opportunities for both regions, which now are much more linked and connected thru the new routes Dubai-Buenos Aires developed by the Dubai's most successful story, Emirates Airlines."

Further strategic discussions on cooperation between the BRICS bloc, MERCOSUR, Southern Europe, ECOWAS, GCC and Korea will be staged at the regional integration and trade cooperation morning ministerial panel discussion of the first day of AIM Conference on May 1st, 2012 with ministers of economy, industry and trade representing Argentina, Ghana, South Korea, Turkey and UAE.

The key concern for prospective investors (institutional, corporate or individual) lies in the improvement of investment returns, the crucial challenge remains availability of critical statistics to help get acquainted with countries' sovereign risks. Structured finance aimed at assessing the viability of foreign investors' transactions plays a major role in view of the growing interest in FDI as mean to finance the development of emerging markets and more importantly supporting growth in high potential countries.

Wafaa Sobhy, Chairman of **ANIMA Investment Network** stressed the importance of FDI flows in Mediterranean countries as she assessed and evaluated her region's FDI flows and prospects.

"In 2010 developing countries received over 50% of the global FDI inflows and generated record levels of FDI outflows. This illustrates how key these countries have become for the vitality of the global economy. They not only represent new growing markets, they propose new business and productive approaches, new opportunities with the capacity to mobilize financing means. ANIMA is very proud to take part in the organisation of the Annual Investment Meeting in Dubai, by bringing businesses and countries willing to engage in sustainable partnerships with investors. The new Mediterranean is going to reinvent its relationship with its neighbors, for the benefit of its peoples, and being in Dubai at AIM shall be a milestone in this process."

Illustrating these trends, Jordan Investment Board and Chamber of Commerce, Invest in Morocco and the new transitional government of Tunisia have joined AIM to present the reality of the post-Arab spring economic directions as well as a the envisioned investment climate carried out by the newly established authorities.

The ongoing fierce competition among the countries to attract foreign capital has forced countries to drastically rethink their strategies and ground their investment promotion on core corporate principles and corporate governance. Strategic planning, intensive branding, marketing, targeted promotion, ROI assessment have become essential for transition economies survival and ability to engineer long-term growth.

Re-engineering long term growth is a reality that CIS countries, heavily represented at AIM 2012, are currently implementing, with the guidance and support of established agencies and advisory organizations.

With its commitment to innovation, quality and leadership, Grant Thornton has established a strong presence in the Republic of Azerbaijan and all over the CIS region, which warrant its support of AIM in highlighting financing options and emphasizing trading possibilities in frontier and emerging markets with a strong focus on high growth sectors. According to Grant Thornton, Azerbaijan is today's leading economy in the CIS region being considered an important gateway to East Turkey, Russia and even further to Kazakhstan and China and investment potentials are vast welcoming creations of business networks and strategic commercial alignments. A comprehensive study and feasibility plan with tangible success stories (i.e.: the winning of Qatar as host of the 2020 World Cup) designed to showcase the roadmap to enhancement of CIS countries attractiveness will be presented at the event by a combination of policy makers, business leaders from the public and private sector led by Grant Thornton.

The AIM has garnered a strong international support as its main feature being a thought leadership Conference and bound to become the one and only regional tribune for world renowned industrialists and key stakeholders to share their know-how, devise innovative strategies for reliable investment planning and explore opportunities stemming from the continuous shift in the world economic order.

The conference speakers' faculty counts His Excellency Rustam Nurgaliyevich Minnikhanov, President, Republic of Tatarstan, Russia, the third most important and economically viable independent state of Russia and whose capital city Kazan is a UNESCO World Heritage. The President of Tatarstan will be returning for the second time to AIM 2012 to further the cooperation and trade initiatives engaged in 2011. Alongside Tatarstan, Chechnya and Chelyabinsk region will also present their investable project and investment potential to AIM investors.

Along the Asian shores, ASEAN Countries will once again be heavily represented with the participation of Indonesia, Philippines, Brunei, Thailand, in addition to South Korea, India and whose governments have committed to present their respective country forthcoming economic development plans and ability to maintain their leading position in the regional race for competitiveness.

Reeling from the most disruptive public finance crisis in the Eurozone, Greece, Poland, Czech Republic, Cyprus and Turkey will also share their perspectives on how to rebuild foreign investors' confidence in their local markets and recollect on strategies and policies aimed at protecting capital holders and stimulating inward investments in their economies.

Reinforcing the prominence of the Caribbean in the global race for market share and top spots for investments, the AIM Conference has confirmed the presence of the Ms. Patricia Francis, Secretary General of the International Trade Center who will assess and evaluate how emerging markets balance FDI/Trade relationship, causality analysis, developmental outcome and future prospects.

In Sub-Saharan Africa, a handful of resource-rich countries have turned into key destinations for high return investments. Angola, Namibia, Zimbabwe, Ghana, Ethiopia, Nigeria and Kenya ministries of trade and industry will head public and private sector delegations at AIM 2012 in a bid to further promote Sub-Saharan Africa as a long-term viable economic hub and alternative for capital holders.

From the banking and investment community, Simon Lue-Fong, head of Emerging Markets Debt at Pictet, James Wolfensohn, former CEO of the World Bank and Jerome Alan Reid from Forward Funds will weigh in to propose their perspective on how emerging economies are reshaping global investment inflows and outflows. They will share their views on key investment trends and policies and provide valuable insight on key growth sectors and markets to watch.

His Excellency Abdulla Mohamed Saleh, Governor of Dubai Financial Centre will ponder on the strategic positioning of the UAE at the forefront of the global financial markets map and synergies created in the MENA region with the coherent and regulatory compliant state of Dubai's financial markets.

<http://twentyfoursevennews.com/headline/global-economy-is-slipping-into-gloom-in-2012-and-beyond-expert/>

Arab countries are struggling to revive their economies

Winter has succeeded in the spring. And there will be a long and rigorous. A year after their revolutions, the Southern Mediterranean countries are struggling to revive their economies and attract investors. "Basically, the region is divided between one side Morocco, whose economy increasingly resembles that of an emerging country, or Algeria, which is maintained by its raw energy, and across the country whose economy raises concerns and questions," says Dov Zerah, CEO of the French Development Agency (AFD).

In Tunisia, Egypt or Jordan, the economic situation is worse than in 2011, threatening the stability of governments in place and risk being cast new popular upheavals. "We must grow by at least 5% to stabilize unemployment in the area and in all likelihood we will be well below 2012," said Amal Chevreau, project manager within IPAMED. "Even in Morocco, the expected initial increase of 6% of GDP have been revised downwards, mainly because of drought."

The panorama offered by Tunisia and Egypt is that of weak growth leading to a fall in tax revenues and widening budget deficits at a time when governments, yet fragile, cannot cut public spending so as not to stifle their populations. After falling 1.8% in 2011, the Tunisian economy in 2012 still deals in the red. The current account deficit widened to 7.4% of GDP and the budget deficit well over 4% this year.

"Holding back investors'

In Egypt, the situation is equally alarming: according to Alexis-Marchay Karklins, head of emerging from Ernst and Young, Egyptian growth to be between 1% and 1.5% this year, leading the deficit budget around 10% of GDP. Worse, foreign exchange reserves of the Central Bank of Egypt fell by more than half within a year from 36 billion in 2010 to 15,000,000,000 in late 2011. Bleeding that led the rating agency Fitch to downgrade the rating of Egypt to "BB-". Cairo is conducting difficult negotiations with the IMF for a loan of about \$ 3.2 billion. Also to avoid having recourse to such an extreme, Tunis, meanwhile, quietly knocks on the door of international lenders to obtain loans.

But the real concern is the fall in investment. Uncertainties regarding the political situation of these countries has combined the brutal fiscal crisis through which Europe, which has significantly dried up the flow of capital available. According to figures compiled by **Anima Investment Network**, which need to be refined in the coming weeks, the number of investment projects fell by nearly 25% in 2011 in the 11 Southern Mediterranean countries. A heterogeneous block masking disparities since in alongside Algeria, Israel and Lebanon, which fell slightly in 2011 after a sharp rise in year 2010, there was a fall of 32% of investments in Tunisia and more than half in Egypt. In 2011, Libya has received only 17 external projects and Syria 14, mainly concentrated on the first part of 2011 before the country from tipping into civil war. In total, the area received about \$ 28 billion of investments, amounts equivalent to those of 2009 – year of the international financial crisis.

The partnership of Deauville was not required

"The reluctance of investors is not the most worrying, says **Emmanuel Noutary**, délégué général Anima Network. The problem is the types of projects which are mainly invested in recent years, and mainly relates to major infrastructure or energy to create less jobs than other sectors. "Typical example, the

Gulf countries, realized an average investment of 500 million euros (40 million against an average for investors from other countries), while "the most urgent investments to create jobs related to smaller local projects around the food, education or industry. "

The anxiety is palpable as the next major donors. Symbol of the malaise surrounding the partnership of Deauville in May 2010 had promised to unlock \$ 38 billion investment over 10 international financial institutions over the next three years. Less than half of these commitments have been met. Thus, the European Investment Bank (EIB), through its armed wing in the area, the FEMIP should provide 2.6 billion euros. It has not yet released a billion, of which 734 million euros to Morocco (a record for that country) but only 303 million euros to Tunisia.

"The view remains fragile in the short term, however, investors would be wrong to abandon the area," says Alexis Karklins-Marchay at Ernst and Young: "North Africa is the ideal gateway for Europeans in a continent will experience tremendous growth in the coming years. "Enthusiasm for the moment few donors really dare to share.

<http://parasiteevecentral.com/arab-countries-are-struggling-to-revive-their-economies/>

| | |
|---|-----------------------|
|  | Web |
| | March 28, 2012 |

AFRIQUE / Révolutions arabes : impacts sur les économies et perspectives possibles

« Le « Printemps arabe » déprime l'activité économique en 2011 partout où il est passé, selon un rapport du Fonds monétaire international. Perspectives encore plus sombres pour la Libye qui devrait s'enfoncer dans la récession. »

Mais si les résultats économiques et financiers immédiats sont décevants, à moyen et long termes, le printemps arabe, en assainissant et en améliorant les gouvernances politiques par la démocratie et en prenant en compte les aspirations profondes des populations, va nécessairement susciter de meilleures perspectives de développement. A condition toutefois que le débat démocratique sincère et fécond ne soit évacué au profit de visions non constructives...

2 – La crise arabe : de la crise économique à la révolution politique ?

Les événements qui ont conduit à la chute des présidents Ben Ali et Moubarak en Egypte font apparaître la fin d'un modèle de gouvernance dans le monde arabe – celui de la stabilité autoritaire. La plupart de ces régimes autoritaires existent sous une forme ou sous une autre depuis les indépendances (en gros soixante ans pour les plus anciens).

Ce modèle arrangeait globalement les pouvoirs occidentaux, qui, dès le milieu des années 1980, y voyaient un rempart contre l'islamisme radical. A l'intérieur de ces pays, le pouvoir était conforté par l'appui international dont il bénéficiait (souvent et au premier chef celui des Etats-Unis) et par le pacte social qui assurait la croissance de l'économie, l'emploi et l'émergence d'une classe moyenne). La guerre civile algérienne frappa les esprits, puis, après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis donnaient un blanc-seing implicite aux pouvoirs arabes pour renforcer leurs systèmes répressifs sans être trop regardants sur qui en était la victime. Pendant cette période, la parodie démocratique des élections à 90% de voix et plus pour le leader ou son parti était le cache-sexe pudiquement jeté sur l'immobilisme politique et l'absence de libertés publiques.

Le problème fut que le monde arabe rata globalement (en dehors de quelques monarchies du Golfe) la fabuleuse période de croissance de la mondialisation. Jusqu'à décembre 2010, la région frappait par son immobilisme, les réformes structurelles restaient à mi-gué. Cette zone apparaissait comme « pétrifiée », incapable d'imaginer un nouveau modèle de développement lui permettant de sortir de la quasi-stagnation (ou croissance insuffisante) où elle était plongée depuis les années 1980. Face à elle, l'Asie explosait et se révélait la seule région du monde à résister partiellement à la crise. Treize ans après la Déclaration de Barcelone, à un an de l'objectif affiché de zone de libre-échange et avec une Union pour la Méditerranée paralysée, la convergence économique, notamment avec les voisins du nord, n'est pas au rendez-vous.

La vision euroméditerranéenne reste une illusion en l'absence de systèmes productifs dynamiques, de bureaucraties efficaces et d'élites porteuses. La libéralisation économique entamée dans le cadre de l'ajustement structurel et du cadre de Barcelone – inégale selon les pays – n'a guère bénéficié aux populations. De la même façon, l'inégalité persiste, quand elle ne se creuse pas un peu plus, entre les secteurs protégés et les secteurs traditionnels (notamment les campagnes) – ceci influant sur la détérioration du cadre environnemental. La non-émergence de sociétés de la connaissance est un des éléments majeurs de cet échec structurel. L'investissement étranger, également négligeable en volume, n'est toujours pas au rendez-vous avec tout ce qu'il implique, outre la finance, en termes

d'ingrédients du développement. Enfin, la crise a laminé des économies fragiles qui ont à vivre avec la réduction de l'aide au développement, le ralentissement de l'activité mondiale, la chute des transferts des migrants et, pour certains pays, le retour massif des travailleurs migrants chassés du Golfe.

La crise économique révélatrice de toutes les fragilités

Nombreux sont ceux qui n'ont pas pris la mesure des conséquences stratégiques de la crise économique et financière mondiale. Ils se sont contentés de regarder les écrans d'ordinateurs comme si celle-ci se résumait à un jeu vidéo. Or c'est un véritable tsunami économique qui a dévasté la planète. Comme nous le notions auparavant : « Les chiffres donnent le vertige : 27000 milliards de dollars ont été perdus ce qui correspond à plus de deux fois le PIB américain pour un produit intérieur brut en parité pouvoir d'achat (PPA) mondiale de 68000 milliards. La dette publique des Etats Unis s'élevaient en septembre 2008 à 10000 milliards de dollars soit l'équivalent approximatif de son PIB. D'après le rapport du FMI d'avril 2009, pour les seules institutions financières (banques, assurances, etc.) les pertes financières atteindraient la somme vertigineuse de 4000 milliards de dollars dont 2700 aux Etats Unis.¹ Les Hedge Funds auraient de leur côté perdu la bagatelle de 5400 milliards de dollars. Laurent Carroué, de son côté, annonce le chiffre vertigineux (toutes pertes confondues et manque à gagner) de 55 800 milliards de dollars soit 103% du PIB mondial !

Certains experts ont pu gloser sur le caractère virtuel d'une bonne partie des pertes – ce qui était vrai en soi. Mais force fut de constater que l'effet prétendument virtuel des pertes financières entraîna une crise économique on ne peut plus réelle – tout simplement parce que les facilités d'investissement et de crédit mondiales avaient disparu. (...). Cet effondrement du crédit et des cours se reporta directement sur les pays en développement de deux manières : la réduction drastique des programmes nationaux et internationaux de développement et le manque de ressources dus à la réduction de la demande en matières premières et énergie. »³

La crise a donc eu un impact majeur sur les pays émergents. Ce n'est pas tant la chute des exportations (même si elle a touché de nombreux pays : baisse des flux et effondrement des prix des matières premières et agricoles – 30 à 40% selon les produits) que le repli des fonds souverains, l'impact de la crise sur les projets de développement (coupes sombres dans les programmes d'aide au développement), sur la santé, sur le tourisme et sur les situations sociales et politiques (fin de l'épargne/rente des expatriés et retour brutal des travailleurs migrants chassés des pays d'accueil : Maroc, Egypte, Philippines, Inde du Sud-ouest, Amérique latine, etc.).

Les pays méditerranéens et notamment celles des pays non rentiers (mais pas seulement) ne pouvaient qu'être touchés de plein fouet par cette crise. Les chiffres sont éloquentes :

« _ Une diminution importante des exportations de biens de l'ordre de 30,6% (71,6 milliards de US\$). La baisse des exports n'est que partiellement compensée par celle induite des imports, une diminution des importations de biens de 18,6% (50 milliards de \$).
_ Une aggravation du solde commercial de biens de près de 21,6 milliards de \$ soit -60,4%.
_ Une aggravation du solde commercial de services de -3,63 milliards de \$ soit 14,1% (PMF hors Syrie, Liban et Palestine).

_ Une diminution des recettes touristiques de 4,3% et une augmentation des volumes de 6,5%
_ Une diminution des transferts de revenus de -6,1% soit 2 milliards de \$.
_ Une détérioration des soldes courants qui ont représenté -15,3 milliards de dollars (-29,5 milliards de dollars quant la Turquie est incluse) et un déficit de -2% du PIB en 2009.
_ Une diminution des IDE de 31,2% soit 11,8 milliards de \$. La diminution est de 20,26 milliards d'euros dans les PM10 (Turquie incluse) soit -38,5%. (ANIMA). Une baisse de projets d'investissement de 29,7% soit 219 projets en moins en 2009 (PM10, ANIMA). »⁴

La réalité fut que ce phénomène économique fut la goutte (ou l'océan) d'eau qui fit déborder la situation sociale – révélant alors l'extrême fragilité politique de tous ces Etats. Paradoxalement, ceux que l'on croyait les plus forts tombèrent les premiers !

Mêmes causes, mêmes effets ?

Les cas tunisien et égyptien sont-ils susceptibles d'extension ? Au-delà des spécificités tunisiennes, les conditions évoquées sur les conséquences de la crise économique peuvent produire des effets similaires dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Des émeutes « du pain » se sont produites à plusieurs reprises alors que des mouvements sociaux parfois brutaux se sont déroulés et se déroulent encore en Algérie, en Jordanie mais aussi en Libye, au Yémen, en Irak et même à Bahreïn.

Le Maroc semble pour l'instant épargné ; mais ce pays a connu en 1981 et aussi en 2007 de violentes « émeutes de la faim ». Qui plus est, cette situation survient au moment où certains de ces pays sont en situation de transition politique. Or, ces changements inévitables se produisent à un moment où le peuple est épuisé. On n'imagine pas que ces transitions, même très sérieusement préparées par les clans au pouvoir et un très fort soubassement répressif, se traduisent sans mouvements de violence. Bien sûr, les structures de la société et du pouvoir sont différentes mais, pour chaque pays, face à l'indigence du pouvoir et à son incapacité à répondre aux aspirations du peuple (61 milliards de dollars dans le Fonds de régulation des recettes algérien, 65 dans le Libyan Investment Authority)⁵, l'avenir n'apparaît pas très radieux. Qui plus est, dans chaque pays les islamistes radicaux, chacun à leur manière, sont en embuscade.

La crise économique et sociale sert donc de révélateur à la fragilité de sociétés considérées un peu trop rapidement comme stables. Il faudra donc être vigilant quant à l'effet « boule de neige » que les modèles tunisien et égyptien pourraient avoir sur leurs voisins. Elle démontre aussi que les peuples sont désormais capables de contester le modèle chinois de développement : la croissance sans la démocratie.

L'autocitation est un art délicat. Mais en 1998, nous écrivions : « Toutefois, la répression et l'aide sans réserve de la France ne peuvent être, seules, les véritables garants de l'avenir de la Tunisie. En dépit des succès rencontrés au plan économique, l'évolution politique positive dépendra de la capacité du chef de l'État à assurer une ouverture démocratique dans un pays où les braises couvent sous la cendre. Pas plus qu'en Algérie, la résolution du problème islamique ne pourra se résoudre ou se contrôler sans, brisant la spirale sécuritaire, déboucher sur une implication de la société civile dans la gestion de la cité. Éliminer les dernières reliques du modèle classique de despotisme oriental héritées du passé, pour offrir une alternative moderne de gouvernement qui respecte les spécificités maghrébines et le citoyen, voilà l'enjeu pour la Tunisie du XXI^{ème} siècle. »⁶

Cet enjeu, formulé il y a treize ans, est aujourd'hui devant nous. Mais peut-on projeter quelques éléments prospectifs pour les pays arabes ? Aujourd'hui on tend beaucoup à réduire l'avenir de ces pays à trois scénarios radicaux : le scénario démocratique chaotique, le scénario militaire (apparition d'un nouvel homme providentiel) et le scénario islamiste. Les deux derniers apparaissant à beaucoup comme les plus probables, comme s'il ne pouvait y avoir outre-Méditerranée qu'une prédestination de l'échec démocratique et qu'il n'y avait d'autres horizons, comme l'avait si bien dit Rémi Leveau, qu'entre « le sabre et le turban » ! ⁷

Le sage montre la lune, le fou regarde le doigt...

Point n'est ici l'intention de nier l'aspiration démocratique des peuples du monde arabe. Les années de dictature et autres régimes autoritaires pèsent lourd et le couvercle a commencé à se soulever. Mais les commentateurs qui se sont succédé dans les médias après de belles années de silence pour expliquer le phénomène de révolte sont restés bloqués sur le curseur exclusif de la démocratie. Ainsi, même un journal économique comme La Tribune évoquait à peine la question économique comme élément constitutif de l'insurrection.⁸ Or, notre hypothèse est que la crise économique est le facteur clé du mouvement de révolte/révolution du monde arabe. Il est celui qui a permis de faire éclater une colère qui n'aurait pu vraisemblablement exploser que beaucoup plus tard. L'effondrement brutal des économies arabes non rentières dû à la crise a brisé en miettes le tacite pacte social développement

vs autoritarisme qui caractérisait la Tunisie et l'Égypte et qui est encore le modèle dominant d'autres pays (Jordanie, Maroc, Syrie, etc.).

Aujourd'hui, l'équation politique se calcule sur les bases suivantes. La crise a fait tomber les dirigeants répressifs mais politiquement brûlés. Des réformes constitutionnelles vont ouvrir (et vraisemblablement largement, voire très largement) le champ démocratique. Mais les gouvernements de transition et les gouvernements élus vont être jugés par les citoyens à l'aune de leur capacité à créer des emplois et de donner du pain. Or, les gouvernements tunisien et égyptien vont devoir, d'une part, restaurer une économie brisée par la période de la révolte; d'autre part, surnager dans un monde économique toujours secoué par la crise. Ce qui veut dire que si l'attente populaire est déçue, nous risquons de voir se jouer un deuxième tour révolutionnaire qui, cette fois ci, portera de nouveaux extrémistes ou de nouveaux populistes autoritaires au pouvoir. Et, dans cette nouvelle configuration, la violence sera au rendez-vous dans des proportions sans commune mesure avec celles connues ce mois de janvier 2011. De ce point de vue, l'instabilité commence à peine...

Pour éviter un second round brutal : un plan Marshall pour l'Afrique du Nord

C'est donc la seconde phase du processus révolutionnaire qui sera décisive. Celle du rééquilibrage des économies arabes. Comme le note la FEMISE dans son dernier rapport, « ceci indique que, dès la sortie de crise, les pays concernés devront veiller à maintenir la confiance par une gestion rigoureuse des grands équilibres et par une ouverture très prudente aux marchés internationaux (pourtant indispensable).⁹» Or, ces économies ont globalement raté la phase de développement des années 1970-1980, qui ont vu le décollage de l'Asie. Les mauvais choix politico-économiques n'ont permis que des stratégies de rattrapage. Pourtant l'enjeu est colossal. « Si on poursuit les tendances actuelles, sans dégrader la situation relative d'emploi (taux d'emploi et taux de chômage constants), il faudrait créer 22,5 millions d'emplois d'ici 2020. Avec la pression démographique, ce seront 130 millions de personnes sans emploi et 12 millions de chômeurs officiels supplémentaires. Ce sont donc 30 millions de personnes supplémentaires qui ne se sentiront pas intégrées dans cette région (avec une part importante de hauts diplômés puisque les pays méditerranéens ont déjà beaucoup investi dans l'éducation). » Il faudra aussi trouver 300 milliards d'euros en investissements d'ici à 2030 pour des pays méditerranéens dont la moitié de la population a moins de quinze ans.¹¹ Ou bien, sous une forme dynamique, « il faudrait une croissance annuelle de plus de 8% en moyenne pendant quinze ans. »¹²

Tant que ces pays ne seront pas passés du bon côté de la transition démographique (c'est-à-dire dans vingt-trente ans), nous vivrons assis sur une poudrière. Et même après, il faudra assumer des populations vieillissantes, mais ceci est une autre histoire. On a souvent parlé, jusqu'en vider la notion, de Plan Marshall pour tout et n'importe quoi. Aujourd'hui, ce concept prend tout son sens. Les déclarations dramatiques parlant d'une Méditerranée où tout se perd et tout se gagne sont rattrapées par la réalité. Les « révolutions » en marche dans le monde arabe ne sont que les prémices d'un malaise beaucoup plus profond d'une société éreintée et spoliée mais qui désormais a décidé de dire non. En s'engageant pour le changement en Tunisie et en Égypte, le président Obama a semble-t-il compris l'aspiration démocratique qui s'exprime. Il n'est pas sûr qu'il ait bien perçu le fait que cela entraînait corrélativement la modification en profondeur du modèle économique dont son pays a été le porteur depuis trente ans. Le retour de l'action collective est une nécessité vitale et l'Union pour la Méditerranée moribonde doit être repensée à zéro dans une nouvelle dimension d'action collective pour porter ce nouveau Plan Marshall, emportant les mêmes enjeux politico-stratégiques que le premier (empêcher la violence interne et la guerre).

<http://www.paixetdeveloppement.net/afrique-revolutions-arabes-impacts-sur-les-economies-et-perspectives-possibles/>

| | |
|---|-----------------------|
|  | Web |
| | March 24, 2012 |

Algunos IED francesa en Argelia desde hace 2007 selon Anima Mipo :

Extenzo : el especialista en diseño de interiores en parte, se dio cuenta de la producción en Argelia, donde ha adquirido 10 % de la empresa Izo Froid.

Boccard : Los franceses crearon un calderero

Subsidiaria de Argelia para desarrollar una unidad de producción local.

Treviso- MLI : las dos pymes francesas se unen para crear una sociedad en su conjunto metrized, se especializa en la ingeniería y los pernos.

LPR : Lorena Plast Reciclaje, Francés especializado en PYME de polietileno tereftalato reciclado de plásticos, implante en Algérie.

BNP Paribas : Banquier augmente de Le français 1 milliard DZD le capital de su filiale algérienne BNP El- Djazair, détenue à 100%.

BNP Paribas / BNL : la Banque italienne BNL, filial del gigante francés, se instala en Argelia por compartir oficinas con la presencia local de BNP Paribas.

Natixis : Natixis para abrir en torno a 10 agencias en Argelia, y quiere construir en el sector bancario minorista local.

Societe Generale : Societe Generale Argelia está reforzando su presencia mediante la creación de 23 nuevas sucursales en el territorio argelino, llevando le número total à 55.

Societe Generale / ALD Automotive : ALD Automotive, la línea de leasing y el brazo de gestión de flotas de Societe Generale, un decreto une filiale local.

Total : el grupo francés trae 51% de 3 millones de dólares destinados a la construcción y gestión de un complejo petroquímico en Arzew, la Sonatrach apportant 49%.

Saint-Gobain : Saint-Gobain con el acervo 66% lleva capital de CM Gyps, con dos canteras de yeso, y los planes para invertir en una nueva fábrica de yeso.

CMS Bureau Francis Lefebvre : la firma de abogados crea una filial francesa de Argelia denominado "Bureau Francis Lefebvre Argelia" instalado en Argel.

Veolia-FED / Dalkia : filial de EDF y la filial de Veolia crea una cuenta e invertir 60 millones de euros sur 3 años, cuyo 20 para la adquisición de empresas locales.

Rápido : la cadena de restaurantes de primera franco-belga restaurante se abre en Argel.

Star Invest : el promotor invierte 75 millones de USD sur 5 años en Argel para la creación del Area de Hoteles varias, antes de extenderse en Skikda y Mostaganem.

<http://news80.com/es/2012/03/24/quelques-ide-francais-realises-en-algerie-depuis-2007-selon-anima-mipo/>

Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Chevreau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ

28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime **Emmanuel Noutary**, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/03/26/20002-20120326ARTFIG00649-les-pays-arabes-peinent-a-relancer-leur-economie.php>

Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Cheveau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ 28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime **Emmanuel Noutary**, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://isranews.com/2012/03/27/les-pays-arabes-peinent-a-relancer-leur-economie/>

Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Cheveau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ 28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime **Emmanuel Noutary**, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://economie.toprealtime.net/2012/les-pays-arabes-peinent-a-relancer-leur-economie-le-figaro/>

Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Cheveau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ

28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime **Emmanuel Noutary**, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://www.foxytradingclub.com/vcc-hidden/actualites/vite-cest-chaud/le-figaro-conjoncture-les-pays-arabes-peinent-relancer-leur-conomie>

Le Figaro - Conjoncture : Les pays arabes peinent relancer leur économie

Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %.

La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Chevreau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ 28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime **Emmanuel Noutary**, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://www.alvinet.com/actualite/tags/Egypte.html>

Le Figaro – Conjoncture : Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Chevreau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ

28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime Emmanuel Noutary, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://journaltunisie.info/2012/03/27/le-figaro-conjoncture-les-pays-arabes-peinent-a-relancer-leur-le-figaro/>

| | |
|---|---|
|  | Web March 27, 2012 |
|---|---|

Le Figaro - Conjoncture : Les pays arabes peinent à relancer leur économie

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et Egypte

Les pays arabes peinent à relancer leur économie Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Chevreau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban,

qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de 32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ 28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.


Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime **Emmanuel Noutary**, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

<http://www.echsar.com/article-5623180-Le-Figaro-Conjoncture-:-Les-pays-arabes-peinent-%C3%A0.html>

| | |
|---|-----------------------|
|  | Web |
| | March 27, 2012 |

Les pays arabes peinent à relancer leur économie - Le Figaro

En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ 28 milliards de dollars ...

Les pays sud-méditerranéens ont vu les projets d'investissements étrangers reculer de plus de 25 %. La situation est particulièrement inquiétante en Tunisie et en Égypte.

L'hiver a succédé au printemps. Et il s'annonce long et rigoureux. Un an après leurs révolutions, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. «Schématiquement, la région se divise entre d'un côté le Maroc, dont l'économie ressemble de plus en plus à celle d'un pays émergent, ou l'Algérie, qui se maintient grâce à ses matières premières énergétiques, et de l'autre côté les pays dont l'économie suscite inquiétudes et interrogations», résume Dov Zerah, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

En Tunisie, en Égypte ou en Jordanie, la situation économique est pire qu'en 2011, menaçant la stabilité des gouvernements en place et faisant planer un risque de nouveaux soubresauts populaires. «Il faut une croissance d'au moins 5% pour stabiliser le chômage dans la zone et selon toute vraisemblance nous serons très en dessous pour 2012», explique Amal Chevreau, chef de projet au sein d'Ipemed. «Même au Maroc, les prévisions initiales de hausse de 6 % du PIB ont été revues en baisse, en raison notamment de la sécheresse.»

Le panorama offert par la Tunisie et l'Égypte est celui d'une croissance trop faible aboutissant à une chute des rentrées fiscales et un creusement des déficits budgétaires au moment où les gouvernements, encore fragiles, ne peuvent réduire les dépenses publiques pour ne pas asphyxier leurs populations. Après avoir reculé de 1,8 % en 2011, l'économie tunisienne aborde 2012 encore dans le rouge. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 7,4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait largement dépasser les 4 % cette année.

«Frilosité des investisseurs»

En Égypte, la situation est tout aussi inquiétante: selon Alexis Karklins-Marchay, responsable du département pays émergents du cabinet Ernst and Young, la croissance égyptienne devrait s'établir entre 1 % et 1,5 % cette année, ce qui conduirait le déficit budgétaire aux alentours de 10 % du PIB. Plus grave, les réserves de change de la banque centrale égyptienne ont chuté de plus de moitié en un an, passant de 36 milliards de dollars en 2010 à 15 milliards fin 2011. Une hémorragie ayant conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note de l'Égypte à «BB-». Le Caire mène actuellement des négociations difficiles avec le FMI pour un prêt d'environ 3,2 milliards de dollars. Pour éviter d'avoir également recours à une telle extrémité, Tunis, de son côté, frappe discrètement à la porte des bailleurs de fonds internationaux afin d'obtenir des prêts courants.

Mais la véritable inquiétude concerne la chute des investissements. Aux incertitudes sur la situation politique de ces pays s'est conjuguée la violente crise budgétaire traversée par l'Europe, qui a considérablement tari les flux disponibles de capitaux. Selon les chiffres compilés par **Anima Investment Network**, qui doivent encore être affinés dans les prochaines semaines, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25 % en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen. Un bloc hétérogène masquant de fortes disparités puisqu'aux côtés de l'Algérie, d'Israël ou du Liban, qui ont légèrement reculé en 2011 après une année 2010 en forte hausse, on constate une chute de

32 % des investissements en Tunisie et de plus de la moitié en Égypte. En 2011, la Libye a accueilli seulement 17 projets extérieurs et la Syrie 14, essentiellement concentrés sur la première partie de 2011 avant que le pays ne bascule dans la guerre civile. Au total, la zone a accueilli environ 28 milliards de dollars d'investissements, des montants équivalents à ceux de 2009 - année de la crise financière internationale.

Le partenariat de Deauville n'a pas été tenu

«La frilosité des investisseurs n'est pas le plus préoccupant, estime Emmanuel Noutary, délégué général d'Anima Network. Le problème vient des types de projets qui se sont majoritairement investis ces dernières années, et concernent principalement les grandes infrastructures ou l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs.» Exemple type, les pays du Golfe réalisent en moyenne des investissements de 500 millions d'euros (contre 40 millions en moyenne pour les investisseurs des autres pays), alors que «les investissements les plus urgents pour créer des emplois concernent de plus petits projets locaux autour de l'alimentaire, l'éducation ou l'industrie».

L'inquiétude est palpable aussi du côté des grands bailleurs de fonds. Symbole du malaise ambiant, le partenariat de Deauville en mai 2010 avait promis de débloquer 38 milliards de dollars d'investissement à travers 10 institutions financières internationales au cours des trois prochaines années. Moins de la moitié de ces engagements ont été tenus. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), via son bras armé dans la zone, la Femip, devait apporter 2,6 milliards d'euros. Elle n'en a pour le moment débloqué qu'un milliard, dont 734 millions d'euros pour le Maroc (un record historique pour ce pays) mais seulement 303 millions d'euros pour la Tunisie.

«Le panorama reste fragile à court terme, toutefois les investisseurs auraient tort d'abandonner cette zone», assure Alexis Karklins-Marchay chez Ernst and Young: «L'Afrique du Nord est la porte d'entrée idéale pour les Européens sur un continent qui va connaître une formidable croissance dans les prochaines années.» Un enthousiasme que pour le moment peu de bailleurs de fonds osent vraiment partager.

| | |
|---|-----------------------|
| INFO EXPRESS L'essentiel de l'info en un clic | Web |
| | March 28, 2012 |

Baisse de -25% des projets d'investissements étrangers dans le sud-méditerranéen dont -27% pour le Maroc

Un an après le déclenchement du printemps arabe, les pays du Sud méditerranéen peinent à relancer leur économie et à attirer les investisseurs. Selon les chiffres provisoires d'Anima Investment Network, le nombre de projets d'investissements a reculé de près de 25% en 2011 dans les 11 pays du Sud méditerranéen, atteignant -33% en Tunisie et -55% en Égypte, tandis que la Libye et la Syrie ont accueilli 17 et 14 projets seulement. Le Maroc n'a pas non plus été épargné puisqu'il a accueilli 27% d'investissements en moins en 2011. Au total, la zone a attiré environ 28 milliards de dollars d'investissements, soit le même niveau qu'en 2009. De plus, les projets concernent principalement les grandes infrastructures et l'énergie qui génèrent moins de création d'emplois que les autres secteurs. Par destination, l'Europe concentre 47% des investissements alors que les États-Unis représentent 31% des annonces de projets d'investissements et les pays du Golfe détiennent 8%

<http://www.info-express.ma/index.php/economie/813-baisse-de-25-des-projets-dinvestissements-etrange-dans-le-sud-mediterraneen-dont-27-pour-le-maroc>